

Garantir la sécurité à long terme de l'Ukraine

Maria Popova, Oxana Shevel | 10 juin 2022



La sécurité à long terme de l'Ukraine repose sur trois piliers : la défaite militaire de la Russie dans cette guerre, la prise de conscience par l'Occident qu'il ne peut y avoir de retour à la coopération ou à l'interdépendance avec la Russie autocratique et impérialiste, et l'intégration de l'Ukraine, d'abord dans l'UE, puis dans l'OTAN. Si l'on supprime l'un de ces éléments, la probabilité d'une nouvelle invasion russe en Ukraine augmente fortement.

La défaite militaire de la Russie est essentielle

Bien que la Russie [prétende](#) que son invasion de l'Ukraine est un acte de légitime défense – visant à empêcher l'Ukraine de devenir une base pour l'attaque prévue de l'OTAN contre la Russie, ou à attaquer la Russie elle-même pour obéir à ses maîtres américains et de l'OTAN – les véritables objectifs de Poutine en Ukraine sont l'accaparement impérialiste du territoire, la destruction de l'État ukrainien souverain et l'élimination ou la soumission de tous les Ukrainiens qui ne partagent pas l'avis de Poutine sur l'illégitimité d'une identité ukrainienne distincte et d'une nation ukrainienne séparée de la Russie. La vision impérialiste de Poutine était [depuis longtemps évidente](#) dans ses discours et déclarations avant l'invasion, mais elle a été écartée comme n'étant guère plus qu'une rhétorique provocatrice sans conséquence pratique. Au lieu de cela, les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité concernant l'élargissement de l'OTAN étaient [censées être à l'origine](#) de l'escalade des tensions, même si l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN [n'a jamais été une possibilité réaliste](#). Dès le début de l'invasion, il est devenu impossible de nier l'intention impériale de la guerre, car la rhétorique a commencé à inspirer les actions de la Russie. Dans les médias d'État russes étroitement contrôlés, la [« solution à la question ukrainienne »](#) a été annoncée (prématurément), et [Poutine](#) et d'autres hauts responsables russes, tels que [Naryshkin](#) et [Patrushev](#), ont nié le caractère national et la souveraineté de l'Ukraine. Un [article](#) intitulé « Que devrait faire la Russie avec l'Ukraine », publié par RIA-Novosti, le média d'État russe, décrit un plan effrayant pour détruire les Ukrainiens et l'Ukraine elle-même. Dans les villes et villages ukrainiens occupés, les forces russes s'en prennent méthodiquement [aux militants pro-ukrainiens](#), y compris aux professeurs de langue et d'histoire ukrainiennes (matières que les « autorités » d'occupation prévoient [supprimer](#) des

programmes scolaires), et entreprennent de détruire les symboles de la spécificité de l'Ukraine, tels que les « mauvais » [livres d'histoire dans les bibliothèques](#), les [monuments](#) et même les [panneaux](#) en ukrainien dans les classes. Les personnes détenues, torturées et assassinées sous l'occupation étant accusées d'être des « nazis », et les [preuves](#) croissantes de meurtres systématiques, de [déportations](#) forcées vers la Russie et de [plans de « rééducation » et de russification](#) des enfants ukrainiens déportés ont conduit certains [spécialistes du génocide](#) à conclure que les actions de la Russie en Ukraine montrent l'intention de détruire la nation ukrainienne, ce qui correspond à la définition juridique internationale du génocide.

Aussi odieuse et irrationnelle que puisse paraître la vision du monde de Poutine concernant l'Ukraine, c'est la réalité indéniable dans laquelle se déroule la guerre. Tant que la Russie restera invaincue militairement et poursuivra ses objectifs en Ukraine, cela signifiera la destruction de l'Ukraine et le génocide du peuple ukrainien sur tout territoire que la Russie réussira à contrôler, avec la menace permanente d'une nouvelle agression et d'une annexion au coup par coup. Par conséquent, la sécurité de l'Ukraine ne peut être obtenue que si Poutine se voit clairement refuser ses objectifs en Ukraine – maintenant et à l'avenir. L'Occident ne doit pas envisager un règlement intermédiaire ou une voie de sortie au prix des pertes territoriales de l'Ukraine. Les concessions territoriales condamneront de nombreux Ukrainiens au régime d'occupation brutal et génocidaire, en chasseront d'autres de chez eux, montreront à Poutine qu'il peut partiellement atteindre et « s'en tirer » avec ses objectifs impérialistes, et ne feront qu'encourager de nouvelles prises de territoires à l'avenir.

L'Ukraine ne demande pas aux démocraties occidentales de se battre pour elle, mais elle demande des armes lourdes pour permettre à son armée de libérer les territoires saisis par la Russie. [Certains Occidentaux craignent](#) que la fourniture d'armes offensives à l'Ukraine ne mette l'Occident en confrontation directe avec la Russie, ce qui conduirait à une guerre nucléaire. Mais nous ne devons pas supposer que la Russie passera à la confrontation nucléaire si on lui refuse ses objectifs en Ukraine. La dissuasion nucléaire fonctionne dans les deux sens. La Russie sait que l'OTAN dispose également d'armes nucléaires, et une confrontation nucléaire amènerait la guerre sur le territoire russe – ce que Poutine est peu susceptible de risquer. Cela serait, en effet, incommensurablement plus risqué pour la survie, y compris physique, de son régime que de mener une guerre conventionnelle en dehors de ses frontières. En outre, la Russie a déjà montré qu'elle était sensible aux échecs militaires et qu'elle adaptait son comportement lorsqu'elle était effectivement mise au défi. L'échec de la prise de Kyiv l'a rapidement conduite à revoir à la baisse son objectif de « libérer » le Donbass (et éventuellement de réaliser un pont terrestre vers la Crimée). Cela ne signifie pas que sa vision générale vis-à-vis de l'Ukraine a changé, mais l'adaptation de la Russie face à une résistance effective plutôt qu'à un apaisement donne une bonne indication que Poutine ne prendra pas le risque d'un geste suicidaire tel qu'une frappe nucléaire contre l'Occident.

À court terme, la sécurité de l'Ukraine passe par la défaite de la Russie sur le champ de bataille, en rendant la guerre si coûteuse que la Russie serait contrainte de se retirer des territoires qu'elle a envahis depuis février. Cet objectif peut être atteint en combinant une aide militaire supplémentaire et plus meurtrière à l'Ukraine et des sanctions plus complètes contre la Russie. Tout en affirmant la souveraineté de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, il serait peut-être sage pour l'Ukraine de ne pas réclamer la Crimée. Une attaque militaire contre la Crimée est, en effet, le scénario le plus à même de déclencher une escalade nucléaire, en raison de l'importance stratégique de la flotte de la mer Noire.

Repousser les forces russes de toute la région du Donbass serait plus difficile à réaliser militairement que de les chasser des territoires nouvellement occupés, ce qui pourrait nécessiter un règlement négocié distinct. La réincorporation des « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk constituerait un défi particulier après huit ans de contrôle russe. Les migrations d'entrée et de sortie influencées par les préférences politiques, la « passeportisation » et le ciblage systématique des résidents pro-ukrainiens ont conduit à [une population moins pro-ukrainienne](#). Le statut de la Crimée pourrait être résolu par des moyens non militaires à une date ultérieure. Le président Zelensky a déjà signalé que l'Ukraine était prête à s'engager à ne pas utiliser la force militaire pour rendre la Crimée. La forme que prendra la solution de la Crimée dépendra de ce qui se passera en Russie sur le plan intérieur. Si Poutine se maintient au pouvoir, le statu quo d'avant février pourrait persister – la Russie contrôlant de facto la Crimée, mais l'Ukraine et le reste du monde ne reconnaissant pas la légalité de l'annexion. Une Russie post-Poutine pourrait être ouverte à d'autres possibilités. Mais en attendant, l'Ukraine ne devrait pas se voir refuser l'entrée dans l'UE et l'OTAN parce qu'elle ne contrôle pas ce territoire.

Même après la défaite de la Russie, l'Occident ne devrait pas revenir à la coopération d'avant-guerre avec la Russie.

L'ancien chancelier allemand Schröder [a récemment affirmé](#) que la Russie était trop importante pour être isolée politiquement ou économiquement à long terme. [De nombreux Occidentaux](#) sont d'accord avec lui, même s'ils ne le font pas savoir pour l'instant, alors que l'Ukraine se bat pour son indépendance. Cependant, la sécurité à long terme de l'Ukraine (et de l'Europe) exige le rejet

de cette notion et la prise de conscience du fait que tant que la Russie restera gouvernée par un autocrate et attachée à une lecture impérialiste de son histoire, elle restera une menace pour ses voisins et la stabilité en Europe. Un nouveau rideau de fer doit tomber pour se protéger de cette Russie. La Russie doit être isolée et contenue aussi longtemps qu'il le faudra pour que la société russe procède à un changement de régime et à une démocratisation.

Au cours des 22 dernières années, l'Occident a poursuivi la coopération et le processus d'interdépendance économique avec une Russie de plus en plus autocratique. Alors que Poutine se tournait vers la répression intérieure dans les années 2000 pour consolider son emprise sur le pouvoir, en commençant par le procès de Mikhaïl Khodorkovsky, suivi du meurtre d'Anna Politkovskaïa, de l'empoisonnement d'Alexandre Litvinenko et de la mort en détention de Sergueï Magnitsky, les dirigeants occidentaux ont fait la leçon sur la démocratie et les droits de l'homme, mais la coopération avec la Russie s'est poursuivie au niveau international alors que les États-Unis menaient une confrontation avec l'« Axe du mal ». L'Occident a également accueilli les oligarques russes et leurs entreprises. Après l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008 et la reconnaissance du territoire géorgien comme un ensemble de mini-États indépendants soutenus par la Russie, l'Occident n'a pas réagi fermement, mais a au contraire fait marche arrière dans ses projets d'accueillir la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN. En outre, pendant le mandat de M. Medvedev à la présidence, les États-Unis ont tenté de relancer la coopération avec la Russie, notamment en accélérant le processus d'adhésion de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et en coopérant à la gestion de la crise financière mondiale. En 2011-2012, l'Allemagne a poursuivi le projet Nord Stream 1, qui a accru la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de la Russie, au moment même où le régime russe renforçait la répression contre l'opposition intérieure par le biais des poursuites engagées contre les manifestants de la place Bolotnaïa, de l'affaire des Pussy Riot, ainsi que de la législation anti-LGBTQ et sur les agents étrangers.

Après l'invasion de l'Ukraine en 2014, les États-Unis et l'Europe ont imposé quelques sanctions à la Russie, mais ont continué à espérer s'engager dans une coopération constructive et n'ont pas inversé les politiques d'interdépendance économique. La France et l'Allemagne sont entrées dans le format Normandie avec la Russie, en acceptant la fausse prémisse selon laquelle la Russie est un simple médiateur entre le gouvernement ukrainien et les séparatistes ukrainiens du Donbass, alors qu'en fait, la Russie a été [l'instigatrice](#) de l'insurrection du Donbass. Le train de sanctions initial a été progressivement édulcoré et l'Allemagne a poursuivi le projet Nord Stream 2, qui ne ferait qu'accroître la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe. Au fil des ans, les gouvernements européens ont largement fermé les yeux sur [l'ingérence de la Russie](#) dans leur processus démocratique national, ainsi que sur les tentatives et les assassinats très probables d'opposants au régime de Poutine (transfuges tchéchènes, anciens espions, oligarques de l'opposition et marchands d'armes) dans les villes européennes. La politique de coopération et d'interdépendance, malgré l'escalade de la répression intérieure russe et l'agression internationale, n'a pas réussi à inciter la Russie à respecter les normes internationales et à s'engager en faveur de la stabilité en Europe. Au contraire, elle a donné à Poutine un sentiment d'impunité et a préparé le terrain pour l'invasion de l'Ukraine en février 2022.

Si l'on veut garantir la sécurité de l'Ukraine à long terme, les alliés européens et de l'OTAN doivent changer de cap et mener une politique d'endigement de la Russie autocratique, ce qui l'affaiblirait militairement et diplomatiquement. Le secrétaire américain à la Défense, M. Austin, [a présenté cet objectif](#) comme un moyen de mettre fin à la guerre en Ukraine, et cette politique doit persister même après la fin des hostilités. Le train de sanctions doit rester en place jusqu'à ce que la Russie se retire de tout le territoire ukrainien. La communauté internationale devrait collaborer avec l'Ukraine pour enquêter et documenter [les crimes de guerre](#) et les actes génocidaires de la Russie et traduire les auteurs en justice devant un tribunal international. L'Europe doit se sevrer du pétrole et du gaz russes et rechercher des sources d'énergie alternatives. Les démocraties occidentales devraient adopter des politiques plus strictes visant à empêcher l'ingérence de la Russie dans leur politique intérieure. Les règles de financement des partis devraient empêcher les fonds russes d'aller aux acteurs politiques locaux. Les autorités de régulation des médias et les agences de sécurité nationales devraient exercer une surveillance plus étroite afin d'empêcher la diffusion de récits de désinformation russes dans les médias occidentaux. Les organisations internationales où la Russie occupe des positions de pouvoir devraient envisager des moyens de limiter son rôle et son impact sur les politiques.

Les citoyens russes qui souhaitent quitter la Russie autocratique doivent être accueillis comme ils l'étaient pendant la Guerre froide, mais des mesures doivent être prises pour empêcher les oligarques russes de mener des vies parallèles en Russie et à l'Ouest. Les efforts diplomatiques devraient se concentrer exclusivement sur la prévention de l'escalade nucléaire, plutôt que sur une hypothétique relance de la coopération avec la Russie. L'objectif de l'endigement de la Russie n'est pas de se venger de son agression de 2022. Sans un endiguement durable, la Russie percevra à nouveau l'Occident comme faible, ce qui pourrait alimenter non seulement une nouvelle tentative d'invasion de l'Ukraine, mais aussi des actions agressives contre d'autres États proches des frontières de la Russie.

L'Ukraine doit être intégrée à l'UE et à l'OTAN

Pendant que l'Occident s'efforce de contenir la Russie, l'Ukraine devrait être progressivement intégrée à l'UE et à l'OTAN. La sécurité à court terme pourrait être assurée par une feuille de route vers l'adhésion à l'UE. L'intégration de l'Ukraine dans l'UE peut se faire à un rythme qui tienne compte de la reconstruction massive qui doit avoir lieu, ainsi que de la poursuite des réformes intérieures essentielles à une intégration réussie dans l'UE. Toutefois, il est important de reconnaître que l'Ukraine dispose d'une démocratie consolidée, qui a résisté pendant huit ans aux attaques hostiles de la Russie par le biais de la désinformation et de l'ingérence politique directe. L'Ukraine a réussi à maintenir un espace médiatique compétitif et la liberté d'expression, tout en s'efforçant de réduire les effets perniciose de la propagande russe. Elle a sauvegardé les droits politiques des citoyens et des partis prorusses et leur a permis d'accéder pleinement au processus électoral, même si, comme nous le découvrons aujourd'hui, certains d'entre eux travaillaient directement avec la Russie pour porter atteinte à la souveraineté ukrainienne. Pendant la guerre, l'Ukraine a fait preuve d'une forte capacité étatique, d'institutions gouvernementales locales résilientes et dignes de confiance, et d'une société civile dynamique qui travaille efficacement avec l'État. Tout cela est de bon augure pour la gouvernance démocratique d'après-guerre. Le fait d'être officiellement sur la voie de l'adhésion à l'UE en tant que pays candidat à l'UE constituera une garantie supplémentaire contre tout retour en arrière démocratique. L'intégration européenne de l'Ukraine montrera que le pays a gagné sa place parmi les démocraties occidentales, ce qui réduira la possibilité d'une nouvelle agression russe.

La sécurité à long terme de l'Ukraine ne peut être assurée que par l'adhésion à l'OTAN. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN suscitera-t-elle la colère de la Russie ? Il ne fait aucun doute que ce serait le cas, mais ce n'est pas une raison suffisante pour s'abstenir d'aller dans cette direction. Les demandes d'adhésion à l'OTAN en cours de la Finlande et de la Suède suscitent également la colère de la Russie, mais rares sont ceux qui sont prêts à faire marche arrière, car ces pays ont le droit souverain de décider de leurs alliances en matière de sécurité et apporteront également une solide contribution à la capacité de défense collective de l'OTAN. Ces deux raisons s'appliquent à l'Ukraine. L'armée ukrainienne s'est montrée extrêmement compétente au cours des deux derniers mois, et les militaires de l'OTAN continuent de l'entraîner à utiliser les mêmes armes qu'elle.

Alors que l'Occident prend conscience que la Russie autocratique dirigée par Poutine constitue une menace pour ses voisins ainsi que pour la paix et la stabilité en Europe, il est évident que l'élargissement de l'OTAN a permis de garantir la sécurité des États situés dans la « sphère d'influence » revendiquée par la Russie et de remplir la mission défensive de l'alliance. Même si la machine de propagande de Poutine le conteste, l'extension du parapluie de l'OTAN à l'Ukraine ne menace pas les intérêts légitimes de la Russie, tels que sa souveraineté, son intégrité territoriale ou sa capacité à mener des politiques indépendantes. Tout comme elle l'a été pour la Pologne, les États baltes et d'autres pays de l'ancien bloc soviétique, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est une assurance contre la menace de l'impérialisme russe, et non un empiètement sur la sécurité de la Russie.

Cette réalité suggère qu'une alternative à l'OTAN sous la forme de garanties de sécurité ad hoc revient à réinventer inutilement la roue. Si le président Zelensky a indiqué que l'Ukraine pourrait accepter des garanties de sécurité suffisantes et crédibles au lieu d'une adhésion formelle à l'OTAN, il est peu probable que de telles garanties se concrétisent. Si l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, celle-ci ne lui accordera pas de garanties du type Article 5. Des garanties de sécurité qui, dans la pratique, n'offrent pas de défense collective en cas de future agression seraient insuffisantes, car elles laisseraient l'Ukraine vulnérable si la Russie devait attaquer à nouveau. Si les forces militaires ukrainiennes voyaient leurs effectifs être réduits et limités, tout en étant empêchées de s'entraîner avec des partenaires étrangers sans le consentement de la Russie (ainsi que cette dernière l'a demandé), l'Ukraine se retrouverait dans une position encore plus faible qu'aujourd'hui.

Pour démontrer les objectifs défensifs de l'OTAN, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN peut être associée à des assurances de bonne foi données à la Russie que l'Ukraine ne sera pas utilisée comme rampe de lancement d'une agression militaire contre la Russie. L'OTAN peut s'engager à ne pas placer certains types d'armes sur le territoire ukrainien, à limiter la taille de ses troupes en Ukraine et à institutionnaliser la transparence des exercices d'entraînement. D'autres mesures pourraient être déterminées par des experts militaires dans le cadre de consultations.

L'agression brutale de Poutine contre l'Ukraine a servi de réveil à ceux qui pensaient que coopérer avec un régime de plus en plus autoritaire et révisionniste était le moyen de modérer le comportement de la Russie envers ses voisins et de maintenir la paix en Europe. L'Occident doit s'affranchir de sa dépendance au gaz russe et s'unir pour se défendre et défendre l'Ukraine, ainsi que les principes démocratiques/libéraux auxquels les deux adhèrent, et ne pas céder à l'intimidation.



Maria Popova, Oxana Shevel

Maria Popova est professeure agrégée de science politique et titulaire de la chaire Jean Monnet à l'Université McGill. Elle travaille sur la démocratie, la corruption et l'état de droit dans l'Europe post-communiste. Ses recherches actuelles portent sur les politiques de poursuites pour corruption en Europe de l'Est, le recul de la démocratie, ainsi que sur les réformes judiciaires et anticorruption en Ukraine.

Oxana Shevel ([@OxanaShevel](#)) est professeure associée de science politique à l'université Tufts, où ses recherches et son enseignement portent sur l'Ukraine et les pays post-soviétiques. Ses projets de recherche actuels portent sur les politiques de citoyenneté dans les États postcommunistes et sur la politique religieuse en Ukraine. Elle s'intéresse également aux politiques de mémoire, de nationalisme et de construction de la nation.

Comment citer cette publication

Maria Popova, Oxana Shevel, « Garantir la sécurité à long terme de l'Ukraine », *Le Rubicon*, 10 juin 2022 [<https://lerubicon.org/garantir-la-securite-a-long-terme-de-lukraine/>].

